

A GAUCHE pour

DRANCY

solidaires
ensemble

N°1

Juin 2014

Voilà plusieurs mois que les élections municipales sont passées. L'effervescence et le débat politique sur l'avenir de notre ville ont depuis disparu de l'espace public.

Pourtant, il y a matière à faire, tant les politiques d'austérité malmènent les Drancéennes et les Drancéens. La précarité et les difficultés sociales continuent d'exploser dans notre ville; subvenir à ses besoins devient de plus en plus difficile pour un grand nombre d'entre nous.

Durant la campagne électorale, nous avons travaillé avec de nombreux acteurs de notre ville, personnalités politiques, syndicales ou associatives, nous avons rencontré beaucoup d'entre vous et les sujets d'inquiétude, les revendications, l'envie d'un « nouveau souffle » sont souvent revenus dans nos discussions. Autant de sujets que nous voulons porter avec vous dans la réflexion et dans la bataille, avec l'envie d'imposer d'autres choix, d'engager de grands débats politiques à l'échelle de toute la ville, pour faire entrer Drancy dans le 21^e siècle et lui donner la place qui lui revient. Loin d'une banlieue au rabais, nous voulons contribuer à proposer une ville plus solidaire, culturelle, responsable de l'environnement, créatrice d'activités et d'emplois.

C'est la raison pour laquelle, nous avons pris la décision de poursuivre le débat public avec toutes celles et ceux qui souhaitent y participer, en créant le collectif « **A gauche pour Drancy, solidaires ensemble** ».

Ouvert à toutes les Drancéennes et Drancéens de gauche, progressistes et écologistes, aux citoyens, à la jeunesse, aux salariés et retraités qui veulent dessiner d'autres contours pour l'avenir de notre ville, ce collectif entend à la fois travailler dans une démarche de large rassemblement et engager un processus populaire, capable de redonner de l'espoir à l'ensemble du « peuple de gauche ».



“ Avec les candidats et les soutiens de la liste « **A gauche pour Drancy, solidaires ensemble** », nous ne voulons pas nous en arrêter là ! ”

Alors que les dernières élections à Drancy, comme partout en France, ont été marquées par une très forte abstention et la montée historique du Front national, il est urgent que toutes celles et ceux, qui se sentent aujourd'hui abandonnés par les dirigeants politiques actuels, concrétisent le changement. **Plus que**

jamais, les personnes qui ont le cœur à gauche doivent se rassembler pour engendrer un véritable sursaut politique dans notre ville. Le collectif « A gauche, pour Drancy, solidaires ensemble » est à leur service.



MOBILITÉ POUR TOUS !

Hausse du prix du ticket, fermetures de lignes de bus, trains supprimés, pannes, retards... le quotidien de milliers d'usagers des transports est souvent synonyme de discriminations : en Région parisienne nous ne sommes pas tous à la même enseigne, et la répartition des zones en est l'illustration la plus frappante...

Pour beaucoup, Drancy fait figure de commune bien desservie par les transports. A y regarder de plus près qu'en est-il ? Des réseaux lourds de transports en commun existent en bordure de la ville (gares RER, tram T1, métro) et plusieurs bus sillonnent la commune. Pour autant, la desserte locale n'est pas satisfaisante partout.

BUS : DES DESSERTES EN SOUFFRANCE

A l'Avenir on supprime des arrêts !

Le quartier de l'Avenir (10% de la population de la ville) est un quartier coupé du centre de Drancy par les voies SNCF, avec pour seul accès direct au reste de la ville, la passerelle piétonne qui surplombe les voies ferrées. Quant à l'accès par la route, il nécessite un large détour. Difficile pour ses habitants d'accéder aux équipements et espaces publics du centre ville : marché, Espace culturel, cimetière communal, centre des impôts...

Les habitants du quartier de l'Avenir nous ont fait part de leurs difficultés de déplacements : pour les plus âgés, les mamans avec de jeunes enfants, les personnes non véhiculées, l'accès au centre ville de Drancy devient un véritable parcours du combattant... Nous sommes retournés à la rencontre de quelques habitantes du quartier qui nous avaient alertés de la suppression de 3 arrêts de bus depuis septembre 2013, date de la substitution de la ligne 551 au profit de la ligne 248 (Métro ligne 7 Fort d'Aubervilliers/ Drancy RER).

Les arrêts supprimés situés rue Maurice Lachâtre et Jean-Baptiste Legendre rendent plus difficile l'accès au bus 248 aux plus âgés et aux personnes à mobilité réduite. Décidé par le Syndicat des Transports d'Île-de-France (STIF), cette modification de ligne a fait l'impasse sur la consultation des riverains, mis devant le fait accompli depuis plusieurs mois

Autre ligne, autre problème : le 143. Cette ligne dessert une artère essentielle de notre ville, reliant la gare RER E de Rosny-sous-Bois à la gare RER B de La Courneuve-Aubervilliers.

Elle est empruntée chaque jour par de nombreux Drancéens mais est très souvent saturée rendant les conditions de transport particulièrement pénibles aux usagers. Des solutions doivent être mises en œuvre rapidement (plus de bus en circulation aux heures de pointe, des bus pouvant accueillir plus de passagers dans des conditions dignes...).

CARTE AMÉTHYSTE : NON À LA DOUBLE PEINE !

La carte Améthyste est un titre de transport dédié aux plus de 60 ans et aux personnes porteuses de handicap non imposables qui est délivrée par le Conseil général. Depuis la révision du barème de l'imposition en 2012, beaucoup d'entre eux sont aujourd'hui assujettis à l'impôt sur le revenu et ne peuvent donc plus bénéficier de cette aide.

Pour les retraités, les personnes porteuses de handicap, pour toutes celles et ceux aux revenus très modestes qui doivent maintenant déboursier une somme de plus en plus importante, il s'agit d'une véritable entrave à la mobilité.

Avec les élus Front de gauche de Seine-Saint-Denis, nous exigeons de M. Stéphane Troussel, Président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis, de ne pas s'inscrire dans cette politique d'austérité, de ne pas pénaliser ces nouveaux contribuables et de prendre en compte, pour l'attribution de la carte Améthyste, l'avis de non-imposition de l'année 2012.





L'AUTOLIB N'EST PAS LA SEULE ALTERNATIVE

LA MOBILITÉ EST UN DROIT ESSENTIEL !

Pour aller travailler, mais aussi pour accéder aux équipements sportifs et culturels, aux différents services publics, aux établissements scolaires, aux commerces, aux espaces verts... Elle doit être garantie pour tous selon les moyens de chacun : **c'est une question d'égalité !**

Nous constatons bien au contraire que les gens les moins dans le besoin bénéficient des meilleurs prix pour les transports en commun. En agglomération parisienne, plus vous vivez près de Paris et moins votre Pass Navigo vous coûte cher, plus votre logement s'éloigne en banlieue et plus vos déplacements vous coûtent chers ! **A quand le « dé-zonage » et un tarif proportionnel aux moyens ?**

Par ailleurs, seuls les usagers sont mis à contribution à chaque hausse de tarif: de nouveaux financements doivent être recherchés, notamment du côté des acteurs économiques, premiers bénéficiaires de l'amélioration des transports. Leur contribution au «versement transport» (VT) rapporterait 800 millions d'euros et permettrait à elle seule de financer le Pass Navigo au tarif unique de la zone 1-2, d'entretenir le parc existant et de développer de nouvelles offres de transports.

1 KM À PIED, ÇA USE, ÇA USE...

Les infrastructures de transport prévues par le Grand Paris vont mobiliser tous les efforts financiers pour des dizaines d'années et mais ne régleront pas le problème du «dernier kilomètre», qui permet de relier un quartier au reste de la ville, et au premier réseau rapide de transport (métro, tram et RER), en semaine comme le week-end, le jour mais aussi

le soir.

Or Drancy, 71^e ville de France, ne dispose pas d'un maillage suffisamment dense pour permettre d'accéder facilement aux transports rapides pourtant situés à proximité. La faiblesse des réseaux de transports incite parfois les plus modestes, qui vivent souvent dans les zones éloignées du métro et du RER, à acquérir une voiture, en général un véhicule ancien et donc plus coûteux en entretien. C'est le règne de la débrouille où on limite ses déplacements afin de minimiser les frais. Un nombre toujours plus grand de voitures en circulation qui en outre n'est pas sans conséquences écologiques et sanitaires. La solution n'est donc pas là et si nous n'obtenons pas une densification de l'accès aux gares, plus de bus et plus de voies de bus et de vélo, nous seront durablement exclus d'un accès à l'agglomération parisienne.

Ceci est particulièrement pénalisant pour les demandeurs d'emploi et toutes celles et ceux qui ont accès à un emploi précaire, partiel, souvent très éloigné... D'autant plus que la Municipalité de Drancy tourne le dos à une politique de développement économique en faveur de l'installation d'entreprises et donc d'emplois sur son territoire, préférant de loin favoriser une politique foncière entièrement dédiée aujourd'hui à l'immobilier résidentiel.

Le saviez-vous

Il y a une raison historique à l'absence de gare en centre-ville de Drancy. En effet, c'est le Baron de Ladoucette, dont M. Lagarde a rendu le nom à son domaine, qui a réussi à jouer de son influence pour modifier le tracé ferroviaire en 1858. Pourquoi ? Parce qu'à l'époque, une gare au centre de Drancy, sur ses terres, était considérée comme un danger en amenant notamment une population ouvrière en même temps que le chemin de fer.

Hier les ouvriers faisaient peur, comme aujourd'hui les immigrés...

La Municipalité de Drancy est fière d'annoncer être la première ville d'Île-de-France équipée en Autolib, avec 13 stations sur son territoire. Si ce nouveau mode transport peut séduire, il ne peut répondre à la demande du plus grand nombre.

De plus, il n'est pas à la portée de n'importe quelle bourse ! Et pour cause : avec l'abonnement le moins cher (120 € par an et 5,50 € la demi-heure sur la base des tarifs affichés), utiliser cette voiture une heure par jour, toute l'année, revient en moyenne à 340 € par mois. Autant dire qu'elle ne concerne pas tous les Drancéens... Pas étonnant donc, qu'il y ait moins de 200 abonnés annuels sur 67 000 Drancéens (141 fin juillet 2013 selon la dernière information mentionnée sur le site internet de la ville).

On peut aussi s'interroger : à qui profite le plus largement l'implantation de stations Autolib dans notre ville ? A ses habitants dans leur ensemble, ou au groupe Bolloré qui empêche les grosses recettes issues de ce dispositif ?

De manière plus large, dans une ville en phase de renouvellement urbain comme Drancy, une véritable réflexion doit être menée localement sur les aménagements à réaliser pour permettre le recours aux modes de circulation dits « doux » et non polluants (vélo, marche, rollers, trottinette...).

L'ensemble de ces questions feront l'objet d'interventions des élus de « A gauche, pour Drancy solidaires ensemble » en direction du Maire, du Syndicat des transports d'Île-de-France (STIF), du Conseil général, soutenus par notre Collectif. Ces mobilisations, nous voulons les engager avec vous, pour être efficaces au plus près de vos préoccupations.





Notre prochain dossier de rentrée : « Les nouveaux rythmes scolaires »

Comme dans la majeure partie des villes de France, à Drancy la réforme des rythmes scolaires sera mise en place à la rentrée prochaine.

Comment va-t-elle s'appliquer ? Les parents, les enseignants ont-ils été consultés ? Les exigences de qualité d'enseignement des personnels de l'Education nationale seront-elles entendues ? La journée des enfants sera-t-elle allégée ? Quid des activités périscolaires qui doivent offrir des temps d'épanouissement à travers des activités sportives, culturelles et artistiques ?

Durant la campagne municipale nous avons résolument affirmé la nécessité d'engager le débat, de poser tous les enjeux de cette réforme, et surtout d'y répondre avec la volonté de faire avancer une école égalitaire, qui garantit la réussite de tous les élèves.

C'est avec cette même ambition que nous proposons donc, dans le prochain numéro de donner la parole à tous les acteurs de la communauté éducative, parents, enseignants, animateurs, etc.



Les élus "A gauche, pour Drancy solidaires ensemble" au Conseil municipal

→ Vote en faveur du maintien des taux actuels d'imposition. Les politiques d'austérité, que nous dénonçons avec force, sont terribles pour les habitants de notre ville. Il nous a semblé impératif de ne pas aggraver la situation des Drancéennes et Drancéens, en refusant l'augmentation des impôts locaux.

→ Proposition de création d'une délégation municipale aux droits des femmes. En période de crise ce sont les droits des femmes qui sont les premiers remis en cause. Elles sont les 1^{res} victimes de la précarité, du chômage ou des emplois partiels. L'avortement même, conquis de haute lutte il y a plus de 40 ans est aujourd'hui remis en question, sans compter les violences qu'elles subissent et qui constituent encore leur 1^{ere} cause de mortalité. Si la loi doit évoluer, il y a bien des mesures à prendre à l'échelon local. Notre demande que soit désigné-e un-e conseiller-e municipal-e aux droits des femmes a reçu un avis favorable du Maire.

→ Vote contre l'augmentation de la redevance d'assainissement. Il est inconcevable que ces coûts nouveaux, même faibles, viennent s'ajouter au prix déjà élevé du m³. La redevance d'assainissement communale est passée de 63 centimes par m³ en 2009 à 80 centimes par m³ en 2014 ; ce niveau est parmi le plus élevé des communes de Seine-Saint-Denis.

→ Vote contre la suppression de la prime d'installation des agents territoriaux. Depuis 1990, un décret ouvre le droit de verser dans toute l'agglomération parisienne une prime spéciale d'installation aux agents stagiaires et titulaires de la fonction publique, dont le salaire brut est de 1400€ nets mensuels. Cette prime, vise à rétablir une certaine équité territoriale puisque le salaire des fonctionnaires est le même sur l'ensemble du territoire national et que le coût de la vie en Région parisienne est réputé pour être élevé.

Nous nous sommes opposés à cette mesure qui va sanctionner les personnels parmi les plus bas salaires (catégories C et B) et qui va s'ajouter au gel de l'indice en vigueur depuis 2010 et prolongé jusqu'en 2017 par le gouvernement socialiste. En pleine période de crise, alors que leurs salaires n'augmentent plus depuis des années, cette décision s'apparente à un nouveau coup dur pour de nombreux agents.

POUR NOUS ÉCRIRE : drancysolidairesensemble@gmail.com